



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

COMITÉ DES PRODUITS

Soixante et onzième session

Rome, 4-6 octobre 2016

PERSPECTIVES À MOYEN TERME: ÉVOLUTIONS ET QUESTIONS NOUVELLES

Résumé

Le présent document fournit une évaluation des perspectives d'évolution des marchés mondiaux des produits agricoles au cours de la prochaine décennie (2016-2025). La croissance de l'offre et celle de la demande s'équilibrent globalement, les prix agricoles réels devraient se maintenir à un niveau relativement constant. Dans les dix années à venir, on s'attend à ce que la demande de produits alimentaires change dans sa composition et à ce que sa croissance ralentisse progressivement. La demande de céréales vivrières devrait stagner, tandis que celle de viande, de poisson et de produits laitiers va probablement augmenter assez fortement. Cette dernière devrait entraîner une demande supplémentaire de cultures fourragères, en particulier de céréales secondaires et de tourteaux protéiques. On estime que la plus grande partie de la croissance de la production et de la consommation de produits alimentaires viendra des pays en développement. D'après les projections, les importations d'aliments en Afrique, au Proche-Orient et en Asie devraient augmenter, et provenir pour la plupart des Amériques.

Suite que le Comité est invité à donner

Le Comité est invité:

- à prendre note des projections établies conjointement par la FAO et l'OCDE et à examiner leurs incidences éventuelles du point de vue de la sécurité alimentaire et de la nutrition;
- à donner un avis sur la pertinence et l'utilité des projections pour les décisions relatives aux politiques.

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.



mr121

Pour toute question de fond sur ce document, prière de s'adresser à:

M. Boubaker Ben-Belhassen

Président du Comité des produits (CP)

Adresse électronique: boubaker.benbelhassen@fao.org

I. Introduction

1. Les perspectives à moyen terme fournissent une évaluation de l'évolution des marchés nationaux, régionaux et mondiaux des produits agricoles au cours de la prochaine décennie. Elles visent, non pas à prédire l'avenir, mais à présenter un scénario plausible compte tenu des hypothèses retenues au sujet des conditions macroéconomiques, de l'orientation actuelle des politiques agricoles et commerciales, des conditions météorologiques, des tendances lourdes de la productivité et de l'évolution des marchés internationaux. Le système de modélisation sur lequel elles reposent est un instrument d'analyse quantitative et d'évaluation des options d'action publique et des décisions relatives à l'affectation des ressources. Les conclusions formulées dans le présent document ont été établies à partir des Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2016-2025 (ci-après «les Perspectives agricoles»). Cette publication met à profit l'expertise des deux organisations sur les produits, les politiques et les pays et rassemble les données communiquées par les pays membres participants pour présenter une évaluation annuelle des perspectives à moyen terme des marchés mondiaux des produits agricoles.

2. Le Directeur général de la FAO et le Secrétaire général de l'OCDE ont lancé la nouvelle édition des Perspectives agricoles à l'occasion d'une conférence de presse conjointe tenue le 4 juillet 2016 au Siège de la FAO, à Rome.

II. Situation de départ et hypothèses macroéconomiques

3. Après avoir suivi des trajectoires divergentes ces dernières années, les prix des produits végétaux et animaux, y compris les produits halieutiques et aquacoles, ont évolué de façon similaire en 2015. Les prix de la viande ont reculé en 2015 après avoir atteint un niveau record en 2014, les prix des produits végétaux ont continué de régresser depuis les pics enregistrés en 2012 et les prix des produits laitiers ont poursuivi un déclin entamé en 2013. Les principaux facteurs qui expliquent ces baisses sont la forte croissance de l'offre plusieurs années durant conjuguée à un affaiblissement de la demande mondiale.

4. Selon les projections, la croissance économique dans les économies industrialisées devrait atteindre 2 pour cent en moyenne par an environ sur l'ensemble de la période considérée. Les perspectives de croissance des économies en développement devraient globalement demeurer plus favorables, malgré quelques différences entre les grands pays émergents. L'accroissement de la population mondiale ralentira pour s'établir à 1 pour cent par an au cours des dix années à venir. Les taux de change évoluent généralement en fonction du différentiel d'inflation, ce qui maintient les taux de change réels à un niveau relativement stable. Les projections concernant le prix du pétrole tablent sur une remontée, de 39 USD le baril en 2016 à 83 USD le baril d'ici à 2025.

III. Principales projections

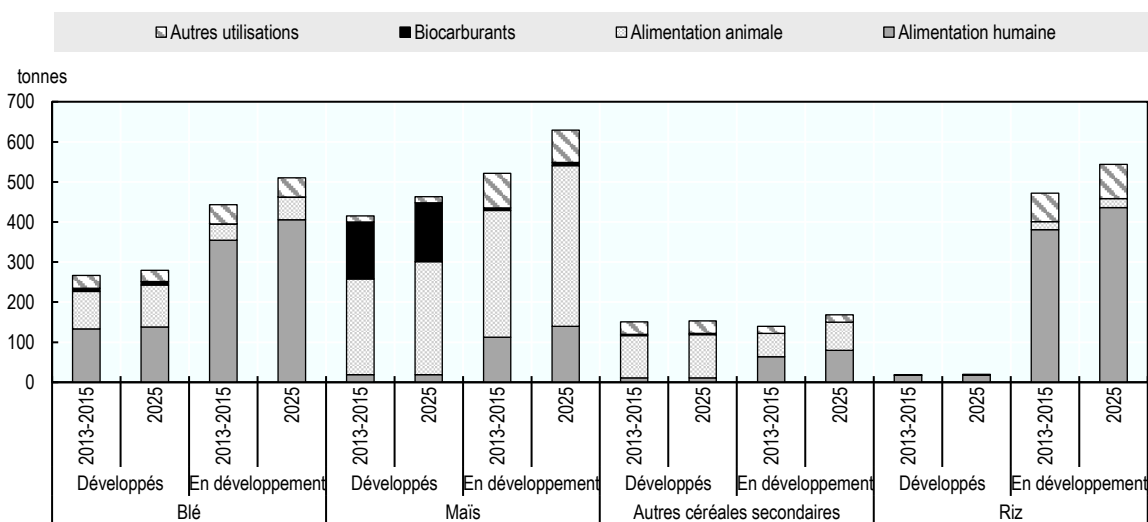
A. Consommation

5. La demande devrait croître de 18 pour cent sur la période de projection pour les principaux produits agricoles, mais à un rythme qui devrait ralentir progressivement. Les principaux facteurs de cette augmentation sont l'accroissement de la population mondiale et l'amélioration des revenus dans les économies émergentes, conjugués à l'évolution des régimes alimentaires et des modes de vie. Les habitudes de consommation changent constamment. Plus le niveau des revenus s'élève, plus la part des produits à valeur ajoutée riches en protéines dans les régimes alimentaires augmente, au détriment de celle des produits à base de féculents. En outre, les plats préparés et les repas pris à l'extérieur du domicile représentent une part croissante de la consommation alimentaire. Ces facteurs auront un impact significatif sur la génération et la répartition de la valeur au sein du système alimentaire, et l'on note à ce sujet un écart de plus en plus grand entre les prix de vente au détail et les prix que les agriculteurs perçoivent.

6. Ces tendances se retrouvent dans les schémas de consommation des principales céréales (blé, maïs et riz) et des «autres céréales secondaires». La demande de blé – la première céréale consommée dans le monde – par habitant demeurera stable au cours de la prochaine décennie, si bien que la demande mondiale de ce produit augmentera au même rythme que la population. La progression de la consommation de riz, le principal aliment de base dans une grande partie de l'Asie, de l'Afrique, de l'Amérique latine et des Caraïbes, dépendra aussi pour une large part de la croissance démographique, mais certains pays africains devraient voir leur consommation par habitant augmenter nettement. De même, on s'attend à une progression de 21 pour cent de la consommation de maïs, principalement due aux pays africains, où cette céréale est l'un des principaux aliments de base. À l'échelle mondiale, cependant, près de 60 pour cent du maïs est utilisé dans l'alimentation animale, et la demande de ce produit devrait croître de 23 pour cent, essentiellement en raison de l'expansion rapide du secteur de l'élevage dans les pays en développement. D'après les projections, la demande de produits agricoles destinés à la production de biocarburants est appelée à stagner compte tenu de la baisse des prix de l'énergie et de l'adoption d'une politique plus modérée concernant les biocarburants dans plusieurs pays.

7. La croissance de la consommation proviendra principalement de l'Asie et de l'Afrique. Les économies asiatiques en développement rapide devraient représenter la plus grande part de la consommation supplémentaire, tandis que la forte croissance démographique en Afrique entraînera une augmentation significative de la consommation alimentaire totale, même si la consommation par habitant restera faible par rapport au reste du monde (figure 1).

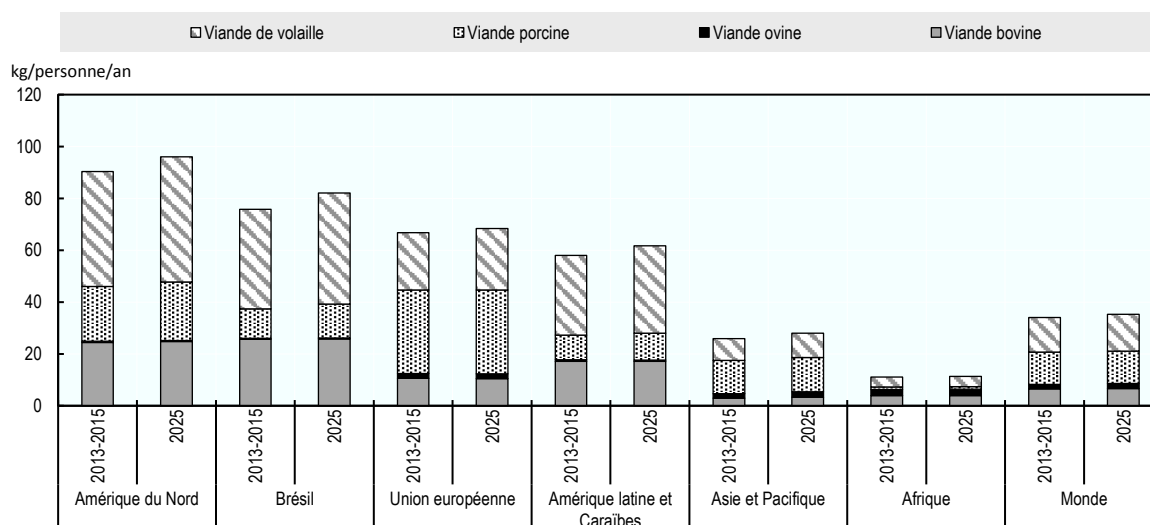
Figure 1. Consommation de céréales dans les pays développés et dans les pays en développement



Source: OCDE/FAO (2016), «Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO», Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données),

<http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

8. À l'échelle mondiale, la consommation de viande par habitant devrait augmenter de 4 pour cent au cours des dix années à venir. On s'attend à ce que cette croissance soit plus forte dans les pays développés que dans les pays en développement, ce qui creusera l'écart déjà très marqué entre les niveaux de consommation (figure 2). La consommation de poisson évolue différemment, car la consommation par habitant dans les pays en développement devrait dépasser, d'ici la fin de la prochaine décennie, celle des pays développés. Cette évolution tient principalement à l'élévation des revenus et aux préférences alimentaires en Asie. Dans de nombreux pays en développement, les produits laitiers, en particulier les produits frais, sont la source de protéines animales qui progresse le plus rapidement, à partir, il est vrai, d'un niveau initial très faible. Globalement, la consommation accrue de viande, de poisson et de produits laitiers se traduira par une diversification des régimes alimentaires et un apport plus élevé de protéines.

Figure 2. Consommation de viande par habitant, par pays et par région

Source: OCDE/FAO (2016), «Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO», Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

9. Dans les pays en développement, l'augmentation des apports caloriques est liée en grande partie à la croissance de la demande de sucre et d'huiles végétales. La consommation de ces produits y progresse plus rapidement que celle de toute autre catégorie d'aliments, alors qu'elle stagne dans les pays développés. Par ailleurs, l'utilisation de biodiesel est aussi appelée à croître de façon soutenue, une augmentation notable de la demande étant prévue en Indonésie, au Brésil et en Argentine, du fait des obligations de mélange fixées par ces pays.

10. Au cours des dix prochaines années, on s'attend à ce que l'accroissement de la consommation alimentaire par habitant contribue à réduire le nombre de personnes sous-alimentées. Cela étant, l'asymétrie de la distribution de la consommation signifie qu'un nombre croissant de pays seront confrontés aux problèmes complexes posés par la coexistence de la sous-alimentation, de l'obésité et des carences en micronutriments (régimes déséquilibrés).

B. Production

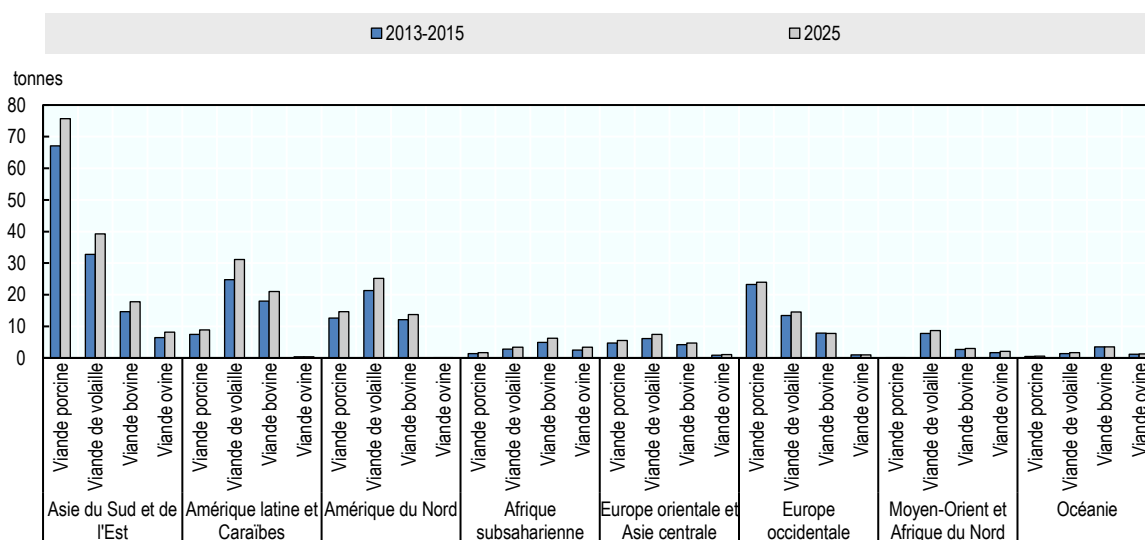
11. La vigueur de la demande mondiale et le faible niveau des stocks se sont traduits ces dernières années par des prix agricoles élevés qui, parallèlement aux réformes engagées dans de nombreux pays, ont créé des incitations économiques et des conditions propices à un accroissement de la production agricole mondiale. Globalement, le secteur a réussi à se développer au rythme de 2,5 pour cent par an au cours des dix dernières années.

12. Ces dix prochaines années, la production agricole sera confrontée à différentes difficultés. Les prix des produits ont commencé à reculer en 2013, les stocks se sont reconstitués et la croissance économique dans les principaux pays producteurs devrait ralentir. Comme on l'a vu plus haut, la demande mondiale progresse différemment en fonction des produits, mais elle devrait globalement être plus modeste que lors des dix années précédentes. L'affaiblissement des marchés agricoles qui en découlera rendra ce secteur moins intéressant pour l'investissement, ce qui limitera l'augmentation totale de la production agricole à 1,6 pour cent par an en moyenne durant la période de projection.

13. D'après les Perspectives agricoles, la croissance de la demande mondiale peut être satisfaite principalement par une amélioration des rendements, et ne nécessiter qu'un accroissement réduit de la base de production, des surfaces cultivées et des cheptels. La hausse des rendements des cultures assurera 80 pour cent de l'augmentation de la production totale, et l'accroissement des superficies cultivées, les 20 pour cent restants. La superficie exploitée devrait s'accroître de 42 millions d'hectares

(4 pour cent) ces dix prochaines années, le Brésil et l'Argentine réalisant pratiquement la moitié de cette augmentation. Une demande vigoureuse et la baisse du prix des aliments pour animaux sont à l'origine d'une progression soutenue de la production de viande, au rythme de 1,4 pour cent par an, ce qui correspond à environ 4,5 millions de tonnes de viande et à 16 millions de tonnes de lait supplémentaires produites chaque année (figure 3). La production mondiale de produits halieutiques et aquacoles augmentera de 17 pour cent durant la période de projection, l'aquaculture entrant pour une part de plus en plus importante dans l'offre globale de poisson. Enfin, on constate une stagnation de la production mondiale de biocarburants, en raison du recul du prix de l'énergie, qui réduit la demande non imposée, et de politiques plus modérées dans certains des grands pays producteurs.

Figure 3. Production mondiale de viande

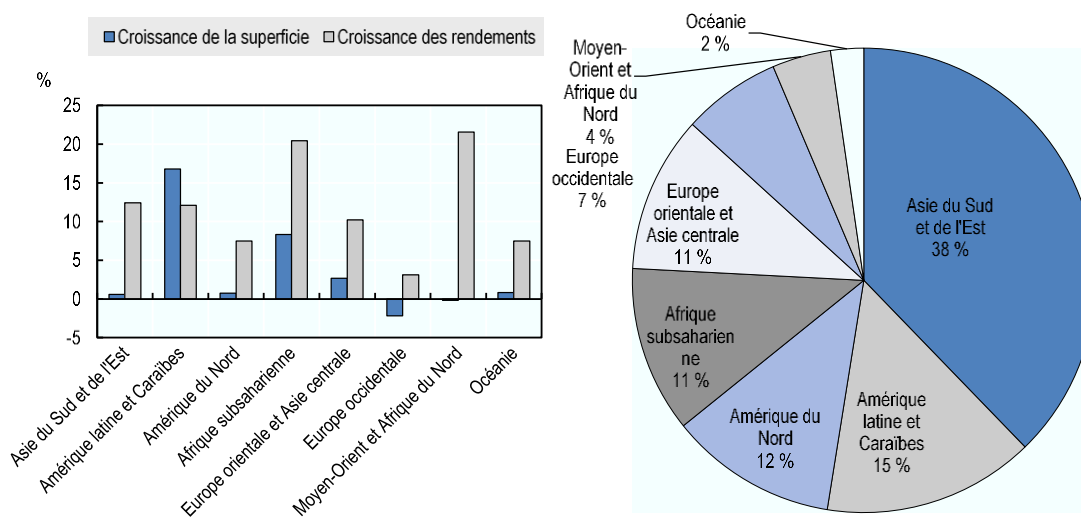


Source: OCDE/FAO (2016), «Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO», Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

14. La figure 4 montre l'évolution des superficies cultivées et des rendements par région géographique, ainsi que la part de chaque région dans la superficie agricole mondiale en 2025 (la classification des régions géographiques est définie dans la partie Méthodologie des Perspectives agricoles). En Afrique subsaharienne, la croissance de la production résulte de la combinaison de l'amélioration des rendements et de l'expansion de la superficie cultivée. En Asie du Sud et de l'Est et en Europe orientale, la croissance modérée se maintient principalement grâce à une hausse des rendements. Au contraire, c'est par l'accroissement des surfaces que l'Amérique latine et les Caraïbes augmentent leur production, principalement tirée par le soja qui gagne du terrain au Brésil et en Argentine. En Afrique du Nord et au Moyen-Orient, et en Europe occidentale, la hausse des rendements compense la diminution des surfaces cultivées. En Océanie, l'augmentation de l'autoapprovisionnement devrait se faire via une amélioration des rendements et une augmentation des surfaces.

Figure 4. Superficie cultivée et rendement, par région

Progression des superficies cultivées et des rendements en 2025 par rapport à 2013-2015 (partie gauche) et part dans la superficie agricole totale en 2025 (partie droite)



Source: OCDE/FAO (2016), «Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO», Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

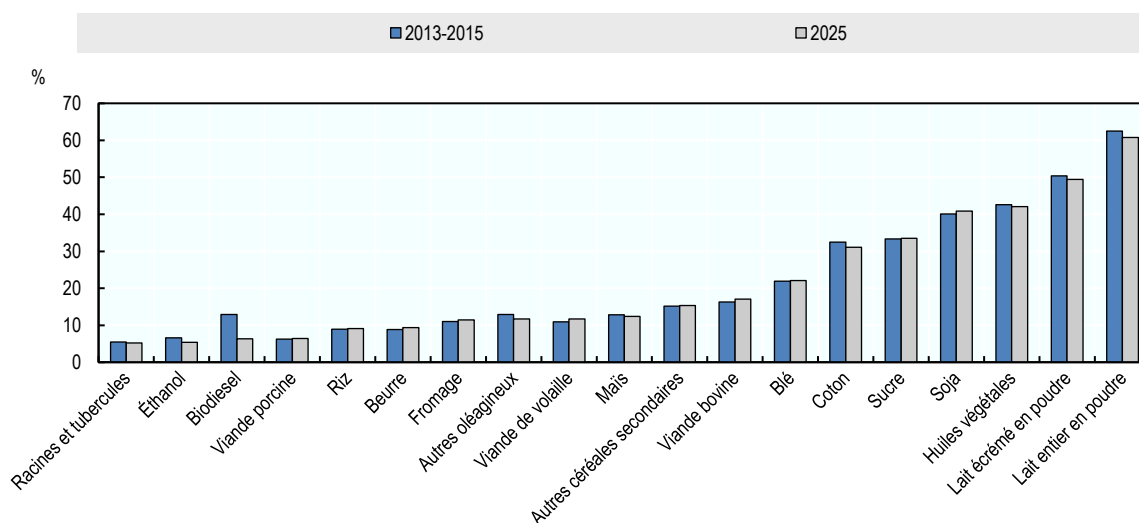
C. Commerce

15. Avec l'évolution des modes de consommation et de production, les échanges internationaux de produits agricoles devraient s'intensifier dans les décennies à venir. En 2025, le volume des expéditions internationales de produits alimentaires sera plus important que jamais, ce qui signifie qu'un plus grand nombre de personnes dépendront du bon fonctionnement des marchés. Ces échanges auront une influence sur l'ampleur et la nature de la sécurité alimentaire dans toutes les régions du monde. En 2025, pour un quart environ de la population, au moins 25 pour cent des céréales consommées proviendront d'importations.

16. Compte tenu du recul des taux de croissance de l'offre et de la demande mondiales, l'augmentation des échanges devrait ralentir au cours des dix prochaines années. Aucune restructuration majeure n'est attendue sur les différents marchés de produits. En d'autres termes, la part de la production mondiale faisant l'objet d'échanges internationaux demeurera inchangée pour la plupart des produits examinés dans ce rapport (figure 5).

Figure 5. Part de la production exportée

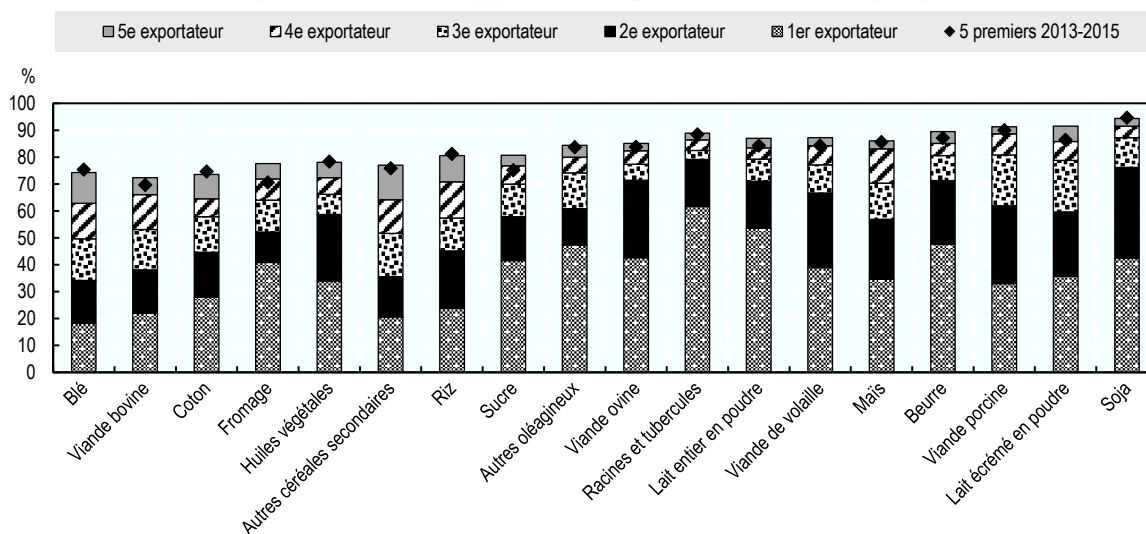
Part des exportations dans la production totale



Source: OCDE/FAO (2016), «Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO», Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

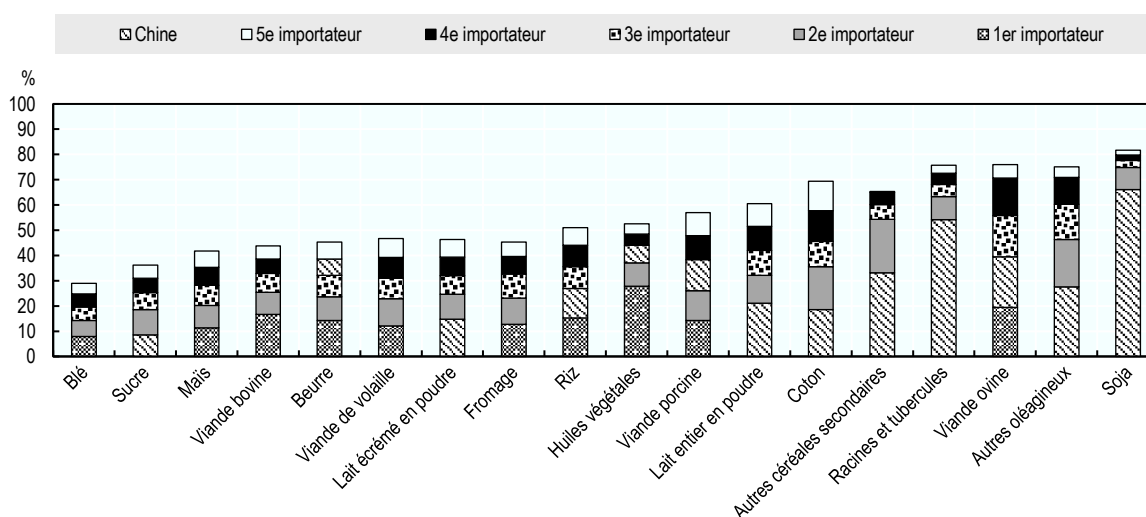
17. Les exportations de produits agricoles sont généralement concentrées dans les pays dotés de suffisamment de ressources naturelles pour produire un excédent et de l'infrastructure nécessaire à la production et à l'exportation à des prix compétitifs. La figure 6 montre la part des exportations des cinq premiers pays exportateurs pour une sélection de produits. En 2025, au moins 70 pour cent des exportations totales des principaux produits agricoles proviendront de cinq pays seulement. La plus forte concentration concerne le soja, les cinq principaux exportateurs représentant près de 95 pour cent des exportations totales.

18. La dépendance à l'égard d'une poignée d'exportateurs pour la fourniture de nombreux produits pourrait avoir des répercussions considérables sur les marchés si les échanges venaient à s'interrompre, en raison soit de chocs perturbant la production alimentaire, soit de changements dans les politiques menées. Le risque est particulièrement important lorsqu'une large part des exportations provient d'un pays ou deux seulement et que les autres pays sont susceptibles d'avoir des difficultés à suppléer à une pénurie.

Figure 6. Parts des exportations des cinq premiers exportateurs en 2025, par produit

Source: OCDE/FAO (2016), «Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO», Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

19. La consommation étant appelée à croître plus vite que la production dans de nombreux pays, les importations resteront plus dispersées entre différents pays que les exportations (figure 7). Pour certains produits, toutefois, une grande partie de la demande d'importations émane de quelques pays uniquement. En particulier, la forte concentration des importations de graines oléagineuses et de coton est liée à la transformation à grande échelle de ces produits dans quelques pays seulement. Les importations chinoises de soja devraient représenter plus de 65 pour cent des importations mondiales d'ici à 2025, soit une augmentation de 105 millions de tonnes par rapport à la période de référence. La Chine sera également le pays où la demande d'importations de coton sera la plus élevée en 2025, bien que ce pays risque d'être talonné par le Bangladesh, lui-même suivi par le Viet Nam et l'Indonésie.

Figure 7. Parts des importations des cinq premiers importateurs en 2025, par produit

Note: les hachures utilisées pour la Chine permettent de connaître sa position par rapport aux principaux importateurs.

Source: OCDE/FAO (2016), «Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO», Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

20. Pauvres en ressources, les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, ainsi qu'un certain nombre de pays d'Afrique subsaharienne, sont particulièrement tributaires de leurs importations de produits alimentaires de base ou à forte valeur ajoutée. Actuellement, la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord importe plus de la moitié de son aliment de base, le blé, mais aussi 70 pour cent du sucre qu'elle consomme et 80 pour cent des huiles végétales. Sa dépendance à l'égard des importations de blé devrait légèrement s'infléchir dans la prochaine décennie, alors qu'elle s'intensifiera pour d'autres produits. En Afrique subsaharienne, les importations sont particulièrement nécessaires dans le cas des huiles végétales (50 pour cent), de la volaille (36 pour cent) et du sucre (23 pour cent), et elles suivent une tendance à la hausse sur tous ces produits.

D. Prix

21. Les projections à moyen terme utilisent les prix sur les principaux marchés (ports du Golfe du Mexique et Bangkok, par exemple) comme prix de référence internationaux. Les observations antérieures servent à décrire les évolutions précédentes, tandis que les projections reflètent l'évolution à venir des marchés. À court terme, les projections sur les prix sont influencées par les effets des événements récents sur les marchés (sécheresses ou changements dans les politiques, par exemple), alors que sur les dernières années de la période considérée, elles reposent sur les conditions fondamentales de l'offre et de la demande.

22. La figure 8 montre l'évolution prévue des prix nominaux d'une sélection de produits. À brève échéance, il faut s'attendre à une pression sur le prix du riz, du blé et des «autres céréales secondaires», due au fait que les stocks mondiaux sont reconstitués et que la demande est atone. Pour sa part, le prix du maïs, après sa forte chute en 2015, ne devrait pas reculer davantage en 2016. À moyen terme, le prix de toutes les céréales devrait progresser modestement en valeur nominale, la hausse étant plus importante pour la catégorie des autres céréales secondaires. Cette situation est principalement due à la forte demande d'aliments pour animaux en Chine et au fait que la hausse de la production atteint ses limites dans les principales régions productrices.

23. Le prix du sucre reste stable, la production mondiale étant à même de répondre à la demande accrue des pays en développement. La prime au sucre blanc devrait se renforcer au début de la période de projection en raison de l'augmentation de la demande d'importations. Toutefois, cette situation devrait changer en 2017. En effet, la suppression du quota sur le sucre dans l'Union européenne entraînera une décreue des importations de sucre non raffiné et une hausse des exportations de sucre blanc. Vers la fin de la période de projection, la prime devrait s'apprécier de nouveau, lorsque les producteurs se mettront à exporter davantage de sucre non raffiné que de sucre raffiné.

24. Le prix du tourteau protéique augmente plus rapidement que celui de l'huile végétale. La consommation de ce second produit est essentiellement tirée par un accroissement de la consommation humaine dans les pays en développement, mais la demande du premier est plus forte en raison d'une hausse de la production de viande de non-ruminants et de lait et d'une augmentation de la teneur en protéines des rations alimentaires des animaux d'élevage dans les pays en développement. En outre, la progression vigoureuse de la production d'huile de palme fait baisser le prix des huiles végétales. En conséquence, le prix du soja augmente aussi plus rapidement que celui des autres graines oléagineuses, compte tenu de sa teneur plus élevée en protéines.

25. Le prix de la viande cède du terrain à court terme, dans le sillage du recul des prix des céréales fourragères. Étant donné les grandes quantités d'aliments qu'ils utilisent, les éleveurs de porcs et de volailles font davantage de bénéfices lorsque les prix des céréales fourragères sont bas. Qui plus est, dans le cas de la volaille en particulier, le cycle de production est très court et permet donc de réagir plus rapidement aux signaux-prix. Compte tenu de son indice de conversion alimentaire élevé et des gains d'efficacité du secteur, la volaille reste la source de protéines la moins chère, malgré la progression soutenue de la demande. Pour la viande bovine, dont le cycle de production est le plus long, les prix s'orientent à la baisse jusqu'en 2019, avant de se relever légèrement jusqu'en 2025. Le

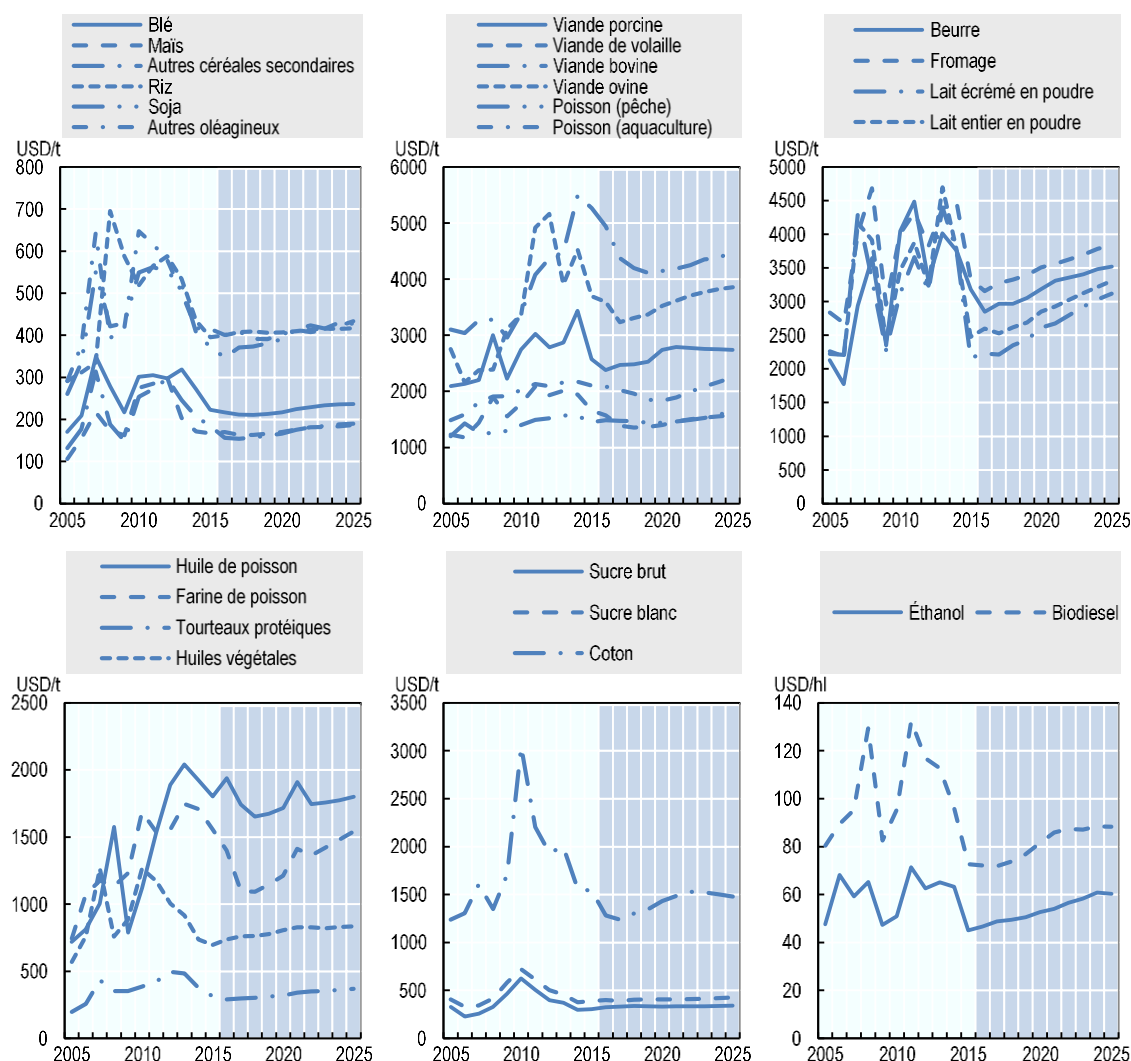
prix du fromage conserve une surcote importante par rapport à celui des autres produits laitiers, en raison d'une forte demande de la part aussi bien des pays en développement que des pays développés.

26. Le prix du poisson devrait reculer à court terme avant de se stabiliser. Les contraintes croissantes qui s'exercent sur la pêche et l'essor considérable de l'aquaculture font sentir leurs effets sur les projections de prix. Ainsi, le prix moyen du poisson sauvage devrait être plus élevé que celui du poisson d'élevage.

27. Le prix mondial de l'éthanol devrait progresser plus vite que celui de la plupart des autres produits agricoles, étant donné que le prix du pétrole brut remonte lui aussi plus rapidement. Toutefois, cette tension sera compensée par une demande mondiale d'importations relativement modeste dans un contexte de fort potentiel d'exportation des États-Unis et du Brésil. Le prix du biodiesel est étroitement lié à celui des huiles végétales. La demande de biodiesel est principalement tirée par les politiques de soutien des prix aussi bien des huiles végétales que de ce carburant lui-même. Toutefois, en fin de compte, le prix du biodiesel ne s'apprécie pas aussi vite que celui de l'éthanol.

28. Les stocks mondiaux de coton ont atteint plus de 80 pour cent de la consommation annuelle. Compte tenu de cette situation d'excédent de l'offre, les prix devraient reculer entre 2016 et 2018 mais se redresser par la suite. Ils sont également contenus par l'intensification de la concurrence des fibres artificielles et seront fortement influencés par la politique du coton menée à l'avenir par la Chine.

Figure 8. Prix agricoles en valeur nominale



Source: OCDE/FAO (2016), «Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO», Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

29. En USD constants, les prix internationaux de référence ne s'écarteront pas beaucoup de leur niveau actuel ces dix prochaines années. À l'échelle mondiale, la croissance de la production comme celle de la demande devraient marquer le pas, ce qui se traduira par un profil d'évolution des prix globalement neutre. En règle générale, on s'attend à ce que les prix réels restent toujours légèrement plus élevés que dans les années qui ont précédé leur flambée, en 2007-2008.

30. L'évolution des prix réels des différents produits dépend de la situation particulière de chaque produit en matière d'offre et de demande. À l'échelle mondiale, la dynamique qui tend à faire baisser les prix s'explique par des facteurs liés à l'offre et à la demande. D'une part, dans les économies les plus productives, il devient de plus en plus difficile de réaliser de nouveaux progrès technologiques. D'autre part, les pays en développement disposent d'une marge de progression considérable pour rattraper leur retard en matière de rendement, sous réserve d'améliorer leurs pratiques agricoles. Une amélioration de la situation en Asie et en Amérique latine est essentielle à un accroissement de l'offre

mondiale. Du côté de la demande, le ralentissement de la croissance démographique s'accompagne d'une modération de la hausse des revenus dans les pays en développement, où les consommateurs ont en outre de moins en moins tendance à dépenser leur revenu supplémentaire dans l'alimentation.

IV. Chapitre thématique

31. Le chapitre spécial consacré à une question particulièrement pertinente pour les marchés des produits alimentaires est devenu une composante majeure du rapport sur les Perspectives agricoles. Dans les trois dernières éditions, la FAO et l'OCDE ont collaboré avec la Chine (2013), l'Inde (2014) et le Brésil (2015) sur l'examen d'un aspect spécifique de chacun de ces pays. Le chapitre spécial donne la possibilité d'étudier un sujet précis de manière plus approfondie que ne le permettent les chapitres sur les produits, et donc d'enrichir le contenu du rapport. Il est également le fruit d'une étroite collaboration entre les deux organisations, et a permis de mettre en évidence leurs divergences d'intérêts et d'objectifs tout en offrant une base pour parvenir à un consensus. Cette année, le chapitre thématique porte sur l'Afrique subsaharienne. Ses principales conclusions sont résumées dans les paragraphes qui suivent.

32. L'Afrique subsaharienne compte plus de 950 millions d'habitants, soit environ 13 pour cent de la population mondiale. Malgré la transformation en cours des économies de la région, l'agriculture reste un secteur crucial qui assure la subsistance de millions de personnes. Les différences structurelles et les écarts de développement que présente l'agriculture des pays de la région reflètent les grandes disparités agroécologiques, économiques, politiques et culturelles du continent. La sous-alimentation est un problème de longue date et l'amélioration de la sécurité alimentaire est inégale à travers la région.

33. Si la valeur totale de la production agricole a nettement augmenté au cours de la décennie écoulée, l'Afrique subsaharienne reste la région du monde où l'insécurité alimentaire est la plus forte, et les progrès accomplis au regard de l'éradication de la faim ont été irréguliers ces dix dernières années. La Déclaration de Malabo sur la croissance et la transformation accélérées de l'agriculture vise à éliminer la faim en Afrique d'ici à 2025. Parmi ses autres objectifs figurent le doublement de la productivité agricole, la division par deux des niveaux actuels de pertes après récolte et le triplement des échanges intrarégionaux. Sur fond de systèmes agricoles résilients, elle a aussi pour objectif d'offrir des systèmes de protection sociale et des possibilités d'emploi décent aux populations rurales.

34. Le développement du secteur agricole dans cette partie du monde est façonné par une croissance démographique rapide, l'urbanisation, la diversification rurale, une transformation structurelle allant de pair avec ces dernières, au détriment de l'emploi agricole et au profit de l'emploi non agricole, la montée en puissance de la classe moyenne et l'intérêt croissant (au niveau local et mondial) pour les terres agricoles du continent. D'après les projections, la production agricole totale va s'accroître de 2,6 pour cent par an. Contrairement aux augmentations passées, qui étaient globalement dues à l'expansion des superficies exploitées, la croissance future de la production dépendra de plus en plus de l'amélioration de la productivité. Un développement inclusif sera nécessaire pour renforcer la productivité des petits exploitants dénués de ressources et créer davantage de possibilités de développement rural.

35. Étant supposé que la croissance démographique rapide se maintienne dans la région, que les revenus augmentent et que les politiques et les structures des marchés actuelles ne changent pas, la production des cultures vivrières devrait croître plus lentement que la demande dans de nombreux pays. On prévoit que les importations nettes de produits alimentaires en Afrique subsaharienne connaîtront une hausse au cours de la décennie à venir, mais que des investissements stimulant la productivité pourront venir atténuer cette tendance.

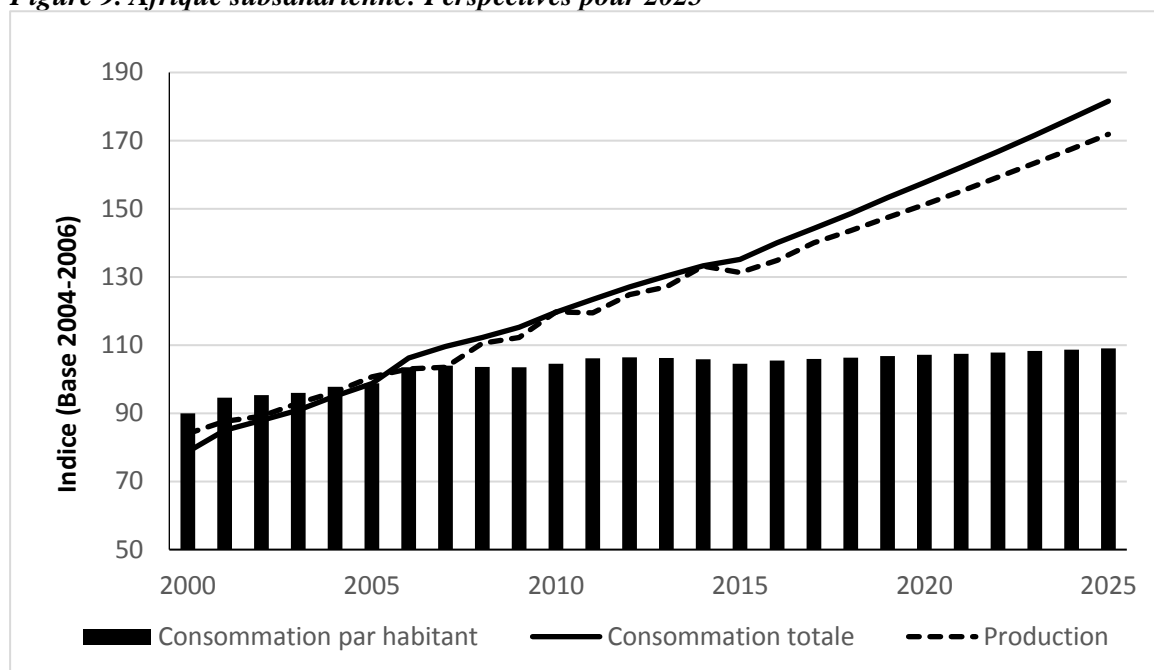
36. Beaucoup de pays producteurs sont compétitifs et exportent régulièrement des fruits et des plantes à boissons, ce qui alimente les réserves de devises étrangères. Ces produits offrent la possibilité aux agriculteurs de ne plus se cantonner aux cultures vivrières habituelles. Ils peuvent aussi

être une source d'emplois potentiellement importante pour la jeune population du continent. Les exportateurs de produits alimentaires étant en nombre limité et les importateurs nets étant nombreux, il est essentiel que les échanges commerciaux régionaux soient ouverts pour garantir la sécurité alimentaire.

37. Il est indiscutable que le secteur agricole peut jouer un rôle dans la réduction de la pauvreté, l'augmentation des revenus des ménages ruraux et l'amélioration de la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne. Toutefois, la croissance de ce secteur continuera d'être freinée par l'instabilité du cadre de l'action publique et le sous-développement des infrastructures qui limitent l'accès aux marchés et augmentent les pertes après récolte et le coût des échanges commerciaux. Les événements épidémiologiques et climatiques, et notamment le changement climatique (El Niño se manifeste actuellement dans la région), font aussi planer une menace sur le développement à moyen terme du secteur agricole. Par conséquent, les prix des aliments dans la région restent élevés par rapport aux prix internationaux, ce qui nuit à la sécurité alimentaire, en particulier du fait que la plupart des petits exploitants et des agriculteurs familiaux restent des acheteurs nets de produits alimentaires. Des différences de prix notables subsistent dans l'ensemble de la région et l'accroissement du commerce intrarégional offre des possibilités d'améliorer la sécurité alimentaire et de réduire la pauvreté.

38. Les perspectives de l'agriculture sont globalement positives en Afrique subsaharienne, mais elles pourraient être bien meilleures si les politiques menées dans la région étaient plus stables, si des investissements stratégiques publics et privés étaient consentis, notamment dans les infrastructures, et si des activités de recherche et de vulgarisation adaptées étaient menées.

39. Des investissements stratégiques des secteurs public et privé pourraient encore améliorer les perspectives présentées dans ce document. L'intérêt marqué des investisseurs étrangers et nationaux est parfois freiné par l'absence de cohérence dans l'application des mesures des pouvoirs publics. Par conséquent, si les investissements publics dans les infrastructures, la recherche et le développement agricoles sont primordiaux, la mise en place d'un environnement habilitant qui encourage les investissements privés et la création d'emplois dans les secteurs agricole et non agricole aura des retombées très positives, susceptibles d'assurer une transformation économique continue dans une région au potentiel incontestable. La mise en œuvre efficace de stratégies d'investissement aux niveaux national et continental aidera à atteindre les objectifs d'éradication de la faim et à transformer les systèmes alimentaires en Afrique, ouvrant la voie à une croissance inclusive et à une prospérité partagée.

Figure 9. Afrique subsaharienne: Perspectives pour 2025

V. Suite que le Comité est invité à donner

40. À la lumière des projections exposées dans le présent document et de la collaboration entre la FAO et l'OCDE, le Comité est invité:

- a) à prendre note des projections établies conjointement par la FAO et l'OCDE et à examiner leurs incidences éventuelles du point de vue de la sécurité alimentaire et de la nutrition;
- b) à donner un avis sur la pertinence et l'utilité des projections pour les décisions relatives aux politiques.